

5c. Journal du Lot 5c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne. 3 mois 6 mois 1 an LOT et Départ. limitroph. 3 fr. 5 fr. 9 fr. Autres départements.... 3 fr. 50 6 fr. 11 fr. Les abonnements se paient d'avance	Rédaction & Administration CAHORS. — 1, RUB DES CAPUCINS, 1. — CAHORS A. COUESLANT, Directeur L. BONNET, Rédact. en chef Les annonces sont reçues au bureau du Journal.	Publicité ANNONCES (la ligne ou son espèce)..... 50 cent. RECLAMES (— d' —)..... 75 cent. Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le « Journal du Lot » pour tout le département Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse
	Par ordre du ministère et sous menace de saisie, d'abord, de suppression ensuite, nous devons, désormais, vendre le « Journal du Lot » dix centimes, ou accepter de paraître sur le format du présent numéro. (« Il faut économiser le papier », — c'est pourquoi, 5 fois par semaine, les grands quotidiens ont 4 pages !!!). — Nous nous inclinons devant la force, tout en protestant contre le décret illégal du 10 août 1917. — Nous condenserons la matière de façon à donner le plus de texte possible dans ce format exigü ! — Nos lecteurs, nous en avons la conviction, nous sauront gré d'avoir maintenu le prix de 5 cent. (Nous insérerons cet avis dans tous les numéros, pour expliquer ce format aux lecteurs nouveaux.)	

Format illégalement imposé : N° 99

LA SITUATION

Négociations. — L'attaque prochaine

Deux mots seulement sur les offensives et contre-offensives diplomatiques, c'est-à-dire sur les pourparlers de Brest-Litowsk et sur les déclarations de Lloyd George et du président Wilson.

I. — A Brest-Litowsk

J'ai toujours pensé qu'il n'y avait plus rien à attendre des Russes. La Russie est un corps gangrené qui ne peut plus être utile aux Alliés et qui peut leur nuire. J'ai eu connaissance, ces jours derniers, de lettres venues de Petrograd. Elles disent nettement que la réalité est encore pire qu'on ne le croit. Que Lénine et Trotsky soient des illuminés ou qu'ils soient vendus aux Boches, peu importe. L'auteur des lettres penche pour cette dernière interprétation ; il assure que le scénario de la révolution maximaliste a été arrêté, il y a un an, en Suisse, entre le socialiste suisse Grimm, le prince de Bulow, quelques banquiers et quelques maximalistes. En tout cas, le résultat est le même. Les pourparlers de Brest-Litowsk devaient servir d'abord à ébranler le moral des Alliés, en rejetant sur eux la responsabilité du refus d'une paix générale. Du même coup, ces pourparlers devaient raffermir les gouvernements boche et autrichien auprès des masses populaires de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Enfin, ils devaient reconcilier l'Allemagne avec la Pologne et avec l'Ukraine et permettre à nos ennemis de se ravitailler en matières premières et en blé auprès de nos alliés de la veille. Il ne faut pas se dissimuler que les Austro-Boches ont presque atteint le résultat désiré, en ce qui concerne la situation militaire du front oriental. On peut même prévoir qu'avant peu de temps les troupes turques, rendues libres par la paix séparée, essaieront de reprendre Bagdad ou Jérusalem. Enfin, la trahison des Russes est sur le point de donner tous ses fruits. Les résistances de Lénine et de Trotsky ont tout l'air d'être une comédie. Même si elles sont sincères, elles seront impuissantes. Il n'y a presque rien à faire de ce côté : La partie semble perdue sur le front Russe. Le tsarisme trahissait hypocritement ; le socialisme trahit cyniquement et à grand bruit. C'est toute la différence. Les masses Russes sont grisées d'alcool et de déclamations. Les services publics sont désorganisés. Les fonctionnaires écorchés se sont mis en grève ; les trains ne marchent plus ou sont éventrés par des soldats ivres ; les dépôts des banques ont été volés par le gouvernement ; les ouvriers ne travaillent que 3 ou 4 heures par jour, quand ils travaillent, et sont deux fois plus payés que leurs ingénieurs ; les officiers sont massacrés pour le plaisir, par bestialité

pure, (aussi désertent-ils pour aller rejoindre Kaledine) ; tout ce qui pense dans la nation est suspect ; dans certaines villes ou villages on a massacré les gens qui portaient des lunettes, comme étant à priori des bourgeois. C'est une sorte de jacquerie de gorilles lâchés. A Petrograd, en un an, il y a eu jusqu'à 50.000 vols ou attentats ; on a découvert récemment que le président d'un tribunal correctionnel maximaliste était un chef de voleurs. Jusqu'où ira cette anarchie ? On l'ignore. Ce qu'on sait, c'est que les partisans du tzar la favorisent, dans l'espoir évident que l'excès du désordre rendra un despote nécessaire. Le calcul s'est si souvent trouvé juste, notamment en Russie, aux temps d'Ivan-le-Terrible, du premier Romanow et de la révolte des strelitz, sous Pierre-le-Grand, qu'il n'y aurait rien de surprenant à voir cette effroyable révolution se terminer par une effroyable tyrannie. Quoi qu'il en soit, l'Allemagne a très bien su l'exploiter.

II. — Déclarations anglaise et américaine

Mais, comme il arrive souvent, ce succès inespéré a fait tourner la tête aux chefs des armées austro-boches. L'offensive défaitiste avait réussi en Russie ; elle avait eu un beau résultat en Italie. On travaillait aussi dans le même sens en Angleterre et en France, ainsi qu'en Amérique. Sans attendre les résultats complets, les chefs militaires ont démasqué leurs vraies ambitions et montré qu'ils voulaient pratiquer de tous côtés des annexions. C'est le sens de la victoire des Pangermanistes et de l'Etat-Major sur le chancelier de l'Empire. Nous ne pouvons que nous applaudir de ce triomphe : Il montre les véritables desseins de l'Allemagne, et il ôte aux défaitistes italiens, anglais ou français, tout prétexte d'agitation. Les gouvernements alliés ont profité de cette faute : en Angleterre, Lloyd George a pu définir nettement ses buts de guerre, et en Amérique, le président Wilson a pu rédiger sa déclaration des 14 articles. A vrai dire, le discours de Lloyd George a semblé parfois chimérique, notamment en ce qui concerne l'union possible de la Pologne et de l'Autriche. La modération de ses propositions s'explique d'abord, par le désir un peu vain d'opposer les intérêts de l'Autriche à ceux de l'Allemagne, ensuite et surtout par des raisons de politique intérieure. Comme Lloyd George demande aux organisations ouvrières de l'Angleterre de fournir 500.000 hommes de plus pour l'armée, il a dû faire quelques concessions aux théories du parti ouvrier. De même la modération du président Wilson s'explique à la fois par le désir d'embarrasser Lénine et Trotsky en les mettant en demeure de rester fidèles à leur programme, par le désir, un peu chimérique, d'opposer les Pangermanistes aux Parlementaires autrichiens boches, par le besoin de ménager l'opinion des partis américains qui eroient encore à la possibilité de réaliser la « paix par le droit » et enfin par l'existence, en Amérique, de centaines de milliers de fils

d'Allemands réfugiés. Toutes ces concessions sont d'ailleurs destinées à rester absolument inutiles. Les Pangermanistes, grisés par leurs faciles succès en Russie et en Italie, refuseront, systématiquement d'abandonner leurs conquêtes et leurs desseins d'annexion. C'est donc l'épée qui décidera en dernier ressort. Je ne parle pas de la France. On a reproché à Clemenceau de n'avoir pas suivi l'exemple de Lloyd George. Il faudrait au contraire, l'en féliciter. En Angleterre et en Amérique, l'existence de partis politiques autonomes, qui négocient entre eux et avec qui le pouvoir négocie, est un fait consacré depuis longtemps par l'opinion et par les traditions. En France, cela nous paraît choquant et intolérable. Une des choses qui blessent le plus les Français, habitués depuis des siècles à mettre l'Etat au-dessus de tout, c'est la prétention d'un parti quelconque, socialiste ou royaliste, et même radical, de parler officiellement aux partis analogues des pays alliés ou neutres. Cela nous paraît une usurpation de pouvoir, un attentat à la souveraineté nationale. Et il faut reconnaître que nos socialistes se sont exposés assez souvent à un pareil reproche. En tout cas, Clemenceau, qui n'avait pas et qui n'a pas, comme Lloyd George ou Wilson, à consulter les partis ou à tenir compte des intérêts ou des répugnances d'une portion des électeurs, n'a pas jugé à propos de discourir à nouveau sur nos buts de guerre. Ce vieux parlementaire qui sera forcé d'ailleurs de répondre demain à une interpellation, connaît l'inutilité des discours. « Je parle donc je suis » peut être la devise de ses adversaires. Ce n'est pas la sienne. Ses actes ont parlé pour lui : Il a fortifié notre front, il a remercié quelques généraux, il a réorganisé les services et le commandement, il a rappelé quatre classes d'ouvriers des fabriques, qui, n'ayant plus à travailler pour la Russie, étaient plus utiles au front ou dans les dépôts que dans les ateliers ou les usines ; il a saisi la justice militaire des affaires d'espionnage qu'il a pu découvrir. C'était le meilleur moyen de servir le pays. Comme il n'est pas lié, à la façon des socialistes, par des théories toutes faites, comme il n'est pas suspect, ainsi que tant d'autres, de complaisances pour la haute et la « basse pègre » ou pour l'Internationale financière, et comme il a, d'ailleurs, dès le début de la guerre, considéré uniquement l'intérêt de l'Etat, sans regarder du côté des partis, il a été porté au pouvoir et imposé pour ainsi dire au Parlement et au chef de l'Etat par l'opinion du pays et surtout par celle des soldats. Ce vieillard de 77 ans fait figure de jeune homme au milieu de tant d'hommes politiques usés prématurément par le jeu et par la débauche et mal guéris par la guerre de la fièvre de l'argent et des jouissances. Fondateur du parti radical en 1869, il a le droit de parler au nom des radicaux et même de leur faire la leçon ; il mérite en tout cas de leur inspirer plus de confiance que bien des politiciens qui ont attendu pour entrer dans le radicalisme que

l'heure du danger fût passée et que le moment fût venu pour les ouvriers de la onzième heure, pour les profiteurs, voire même pour les financiers et les transfuges, de faire assaut d'orthodoxie radicale.

III. — Le Japon

Il me reste à dire un mot du Japon. On a fait luire naguère à nos yeux l'intervention des Japonais. Elle est possible. Le plus sûr, c'est de n'y croire que lorsqu'elle sera un fait accompli. Les Japonais se réservent ; ils savent que la décomposition de la Russie leur laissera toute liberté en Mandchourie et en Chine, et que les Boches aimeront mieux coloniser l'Empire russe que de reprendre, au risque d'une guerre lointaine et inégale avec le Japon, leur colonie du Chang-Toung. D'autre part une grosse question sépare les Japonais des Américains : c'est celle de la colonisation jaune. Déjà, en 1907, les Etats du Pacifique, en particulier la Californie, ont menacé les Etats-Unis de se séparer de l'Union, si on autorisait la libre immigration des Chinois et des Japonais dans l'Ouest Américain. Les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, en particulier le Canada, et celles du Pacifique, en particulier l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont pris la même attitude à l'égard de l'Angleterre. On sait trop, là-bas, que là où les « Jaunes » s'établissent, ils font baisser les salaires, parce qu'ils travaillent à bas prix, ils accaparent le commerce et ils empêchent les ouvriers et les commerçants de race blanche de gagner leur vie, en leur rendant l'existence intenable par une concurrence universelle. Les Japonais, très fiers de leur passé et de leurs exploits récents, sont blessés dans leur orgueil par cette défense de coloniser pacifiquement les pays de langue anglaise. S'ils intervenaient activement dans le conflit général qui oppose l'Europe Centrale aux puissances civilisatrices de l'Occident, ils exigeraient sans doute comme paiement l'autorisation qu'on leur a toujours refusée. Or cette exigence se heurterait ipso facto à l'opposition des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, que les Boches ne manqueraient pas d'exciter contre les « Jaunes ». — Ce conflit a-t-il été apaisé aux dernières Conférences des Alliés ? On l'a dit et on l'a laissé espérer. C'est encore douteux. Si le Japon se décide, nous le devons à quelque menace, ouverte ou déguisée, des Pangermanistes boches, gonflés par leurs succès de Russie et d'Italie.

IV. — Les conditions de la prochaine attaque

Je laissais prévoir, il y a quelque temps, que la défection des Russes donnerait aux Allemands presque tous les résultats qu'ils s'en étaient promis. J'ajoutais qu'il ne fallait pas s'alarmer et que nous pourrions tenir, en attendant les Américains. J'entends dire que l'attaque des Austro-Boches ne se produira peut-être pas. On ajoute même 1° que les Allemands ne tireront pas grand-chose de bon du front russe, 2° qu'ils ne se hasarderont pas à tenter une attaque de grand style dont l'échec serait la ruine définitive de leurs plans et de leurs espérances, 3° qu'ils aimeront mieux attendre que leur guerre sous-marine et leur campagne défaitiste en Italie, en France et en Angleterre aient produit leur entier effet. Je persiste à croire que la logique de la situation leur commande un effort extrêmement puissant. Ils savent très bien que la guerre sous-marine ne peut pas donner de résultats importants avant de longs mois ; ils savent aussi que vers le mois de juillet ou d'août ils auront à compter avec l'armée américaine. A moins qu'ils ne restent jusque là sur la défensive, afin de réserver toutes leurs troupes pour résister à l'attaque combinée des Français, des Anglais, des Italiens et des Américains, ils ont tout intérêt à profiter de la trahison des Russes pour tomber avec le maximum de leurs forces sur le minimum des forces alliées. Attaqueront-ils les Italiens, aujourd'hui le plus faible de leurs adversaires ? C'est possible, mais peu probable. Le Suisse germanophile Egli

écrivait naguère qu'ils se jetteraient sur l'Alsace. C'est encore possible. Il y a des cas où les Boches annoncent le contraire de ce qu'ils veulent faire ; mais il y en a d'autres où ils font annoncer ce qu'ils feront réellement, dans l'espoir qu'on ne les croira pas. Quoi qu'il en soit, je suis persuadé qu'on fait bonne garde sur notre front. On peut être d'autant plus rassuré que nos forces équilibreront à peu près celles des ennemis, y compris les soldats qu'ils pourront nous amener du front russe. Quant aux Autrichiens, il n'est pas encore bien sûr qu'ils envoient contre nous en Alsace les 10 ou 12 divisions qu'ils auraient promises. S'ils lancent contre nos troupes des contingents allemands ou hongrois, ils seront obligés de garder à l'intérieur leurs contingents polonais, tchèques, slovènes ou slovaques, c'est-à-dire leurs contingents slaves, qui deviennent de moins en moins sûrs. S'ils emploient ceux-ci sur le front français, ils ont à craindre des défections partielles ou générales, comme celles de Przemysl en 1915. Il se peut qu'ils se résignent à l'une ou à l'autre solution ; mais il est plus probable qu'ils mobiliseront surtout leur artillerie, qui est loin d'être méprisante. En tout état de cause, nous devons tenir le coup. Nous avons résisté et vaincu dans des conditions aussi difficiles, sur la Marne, sur l'Yser, à Verdun et au Chemin des Dames. On est même en droit de se demander comment la guerre ne s'est pas déjà terminée par notre victoire complète. Beaucoup de spécialistes s'accordent à penser que, si la guerre s'est prolongée les deux ou trois premières années à cause de l'infériorité de notre artillerie et ensuite à cause de la trahison des Russes et de la campagne défaitiste, elle ne se prolonge et ne se prolongera qu'en raison du défaut d'unité dans le commandement. C'est là un sujet extrêmement délicat. Il semble bien que les efforts des Alliés n'ont jamais été pleinement coordonnés. Les Russes se battaient pour eux, les Italiens faisaient leur guerre, l'armée de Salonique, d'ailleurs un peu sacrifiée, faisait... ou ne faisait pas sa guerre. L'ennemi avait le temps de monter et d'exploiter des attaques stratégiques qui accablaient un petit peuple ou forçaient tout un système d'armées à reculer. Même sur notre front, les actions des armées françaises et anglaises n'ont pas toujours été bien concordantes. Lors de la bataille de la Somme, les Français ont atteint leurs objectifs en quelques jours, les Anglais ont piétiné longtemps ; au mois d'avril dernier, l'offensive que nous avons tentée a été imposée au gouvernement par des parlementaires brouillons et par le gouvernement lui-même au généralissime, qui l'a exécutée un peu à contre-cœur après une préparation insuffisante. Il est d'ailleurs établi que les Boches connaissent, par indiscrétion ou autrement, et qu'ils ont pu imprimer, les numéros et même les objectifs des divisions françaises. Naguère, l'action des Anglais à Cambrai semble avoir été connue trop tard par nos chefs ; et, si on pouvait expliquer cette discrétion un peu exagérée par la crainte trop naturelle d'une indiscrétion de sous-ordres militaires ou d'hommes politiques, on s'explique plus difficilement qu'après le succès de cette première opération, les Anglais n'aient pas fait appel à trois ou quatre divisions françaises pour exécuter une diversion du côté de Saint-Quentin contre le flanc gauche de la contre-attaque allemande. Enfin il est probable ou bien que l'Etat-major italien n'est pas guéri du particularisme qui a été si funeste à Cadorna, ou bien que l'armée italienne n'est pas encore réorganisée, puisque le général Foch, au lieu de constituer, avec les renforts franco-anglais, une grosse masse de manœuvre destinée à forcer le passage du Piave ou à couper en deux la ligne austro-hongroise entre le Piave et la Brenta, a dû se contenter d'envoyer une partie de ces renforts sur le front italien, pour tenir les deux secteurs de la charnière, à l'endroit où le fleuve Piave débouche de la montagne.

Tous ces accidents sont assurément très regrettables ; et c'est sans doute à cela que

l'on doit attribuer en grande partie la continuation de la guerre. Mais il faut bien se dire que, dans une coalition, ces inconvénients sont inévitables. Louis XIV a pu résister 20 ans à toute l'Europe, de 1687 à 1697, et de 1702 à 1712, parce que ses adversaires n'ont jamais pleinement coordonné leurs efforts. Frédéric II a pu résister pendant 7 ans à 3 puissances qui étaient unies contre lui, mais qui ne concertaient pas leurs opérations. La Convention, le Directoire et Napoléon ont vaincu l'Europe entière pendant 20 ans, pour la même raison. Le jour où la Prusse, l'Autriche et la Russie ont pu combiner leurs attaques, Napoléon a été accablé. Il a été écrasé quand tous les Alliés ont agi en même temps contre la France. Dans les armées du 1^{er} Empire, les conflits entre les généraux n'étaient pas rares. Sous le Consulat, Moreau avait de la peine à se faire obéir des autres généraux. Plus tard, Masséna échoua dans son expédition contre le Portugal, parce qu'il n'avait pas réussi, malgré ses victoires, à s'imposer à des généraux victorieux comme lui. Il est donc indispensable de réaliser approximativement l'unité dans le commandement, en dépit des obstacles qui peuvent venir de l'orgueil national, du particularisme, des susceptibilités légitimes ou même de la méfiance.

Conclusion

Un premier pas dans ce sens a été déjà fait chez nous : Le général Pétain confère directement avec le Président du Conseil et avec lui seul. Il est d'ailleurs probable qu'il se refuserait à exécuter un plan qui n'aurait pas son approbation. Le général qui commandait à Salonique a été rappelé, probablement parce qu'il n'avait pas bien lié ses opérations à celles des autres fronts et peut-être aussi pour d'autres raisons. Il semble donc que, sur les fronts français, l'unité soit rétablie. C'est déjà quelque chose. Le récent échec de Cambrai a été une leçon pour l'état-major du général Douglas-Haig. Bien que cet excellent général soit soutenu par les radicaux anglais, le socialiste Lloyd George l'a forcé à se débarrasser de quelques-uns de ses collaborateurs qui ont été rendus responsables de cet accident. Il est permis de penser qu'on ne s'en tiendra pas là. L'échec des Italiens a dû faciliter le fonctionnement de la Conférence militaire des généraux alliés. Et il est certain que, lorsque le général Foch descend en Italie, son autorité est reconnue sans difficulté par l'état-major italien ! Le danger est le meilleur remède pour guérir les blessures d'amour-propre ou les susceptibilités nationales. La menace de l'offensive boche forcera sans doute les divers chefs à coordonner les efforts des nations qu'ils représentent. Il semble que les Américains l'aient bien compris. Ils sont les premiers à proclamer la nécessité d'une direction unique.

D.-A. F.

Bombardement des entrepôts d'Engel

(Officiel). — Les avions anglais ont bombardé, le 13 janvier, à midi, les entrepôts d'Engel. Des bombes ont été aperçues explosant parmi les hangars. Un coup direct a été obtenu ; un grand nuage de fumée a été aperçu s'élevant au-dessus des hangars. Tous nos avions sont rentrés indemnes.

L'arrestation de M. Caillaux

Ainsi que le « Journal du Lot » l'annonçait dans son service de dépêches lundi soir, M. Caillaux a été arrêté et écroué à la prison de la Santé, sur mandat d'arrêt de M. le capitaine Bouchardon.

Cette arrestation a provoqué, disent les journaux de ce matin, une certaine émotion et une vive surprise à la Chambre et au Sénat.

M. Caillaux aurait été arrêté, selon certaines informations, à la suite de la dé-

couverte de divers documents et d'une somme de deux millions dans un coffre-fort qu'il possédait dans une banque de Florence.

Mais d'autres informations affirment que cette arrestation aurait été ordonnée par le capitaine Bouchardon dès que celui-ci aurait été en possession d'un câblogramme des Etats-Unis mettant à la charge de l'ancien président du conseil des faits qui auraient paru au juge suffisamment graves pour entraîner cette décision.

Des précisions ne tarderont probablement pas à être données sur cette arrestation.

L'affaire Bolo

C'est le 4 février que l'affaire Bolo viendra devant le 3^e conseil de guerre de Paris. Le lieutenant Mornet y remplira les fonctions de commissaire du gouvernement et aura la tâche de requérir contre les inculpés.

Bolo sera défendu par M^e Albert Salles, membre du conseil de l'ordre des avocats, désigné d'office par le bâtonnier.

M^e Paul Guillain défendra l'expert comptable Porchère.

L'Autriche et l'Allemagne en désaccord

Un télégramme officieux de Berlin à la *Gazette de Cologne*, déclare que le bruit court dans les milieux bien informés, de la capitale, que la solution de la question polonaise dans le sens désiré par l'Autriche-Hongrie, serait loin d'être assurée et que tout, à l'heure actuelle, serait de nouveau en jeu.

On n'ignore pas, d'autre part, que le grand état-major impérial a exigé qu'une partie de la Pologne russe soit rattachée à l'Allemagne, comme garantie de frontière.

Trotsky remplace Lenine

Selon une dépêche de Stockholm au «Daily Chronicle», le bruit court que M. Lenine songerait à quitter sa charge et serait remplacé par M. Trotsky.

Tuerie à Odessa

D'après des nouvelles d'Odessa, les marins bolcheviks auraient assassiné cinq amiraux, un général et soixante officiers. Presque tous étaient membres de la Commission qui, en 1912, fut chargée de faire une enquête sur la fameuse révolte des marins de la flotte de la mer Noire. A la suite de ces crimes, l'amiral Nemetz commandant de la mer Noire, aurait donné sa démission.

Sur le front Italien

(Officiel). — Sur l'ensemble du front, actions intermittentes et peu intenses d'artillerie et moyenne activité des groupes en exploration.

A l'est de Capo-Sile et au nord de Corbellazzo, nos patrouilles ont mis en fuite la garnison de petits postes ennemis, en ont détruit les œuvres fortifiées et capturé du matériel.

Chronique locale

Rien que la Justice !

L'arrestation de M. Caillaux, que le *Journal du Lot* annonçait lundi soir, a provoqué une grosse surprise.

Vraiment, les événements se précipitent avec une rapidité effrayante. Des hommes, hier encore considérables, sont, par ordre du juge instructeur, jetés en prison, et

cela, au moment où ils affirmaient que leur innocence allait être proclamée.

Il ne peut venir à l'idée de personne de porter un jugement immédiat et formel sur les accusés; car, la vérité, c'est que, hormis le juge et les membres du Gouvernement, nul ne sait, au moins encore, les chefs d'accusation qui ont motivé l'arrestation de l'ancien président du Conseil.

Mais personne, non plus, ne peut dire ni croire que le gouvernement en ordonnant cette grave mesure ait agi par vengeance politique, par rancune contre un adversaire.

Il faut juger sur des faits : et il faut attendre que ces faits soient communiqués, livrés, dénoncés. Pour l'instant, le devoir de chacun est de subordonner ses sentiments intimes, ses opinions, ses sympathies à la nécessité de faire éclater la lumière, toute la lumière.

Et cette lumière, républicains, réactionnaires doivent la désirer, la rechercher, la provoquer.

Voilà déjà trop longtemps que le pays, impatient de voir la fin de l'horrible tragédie qui ensanglante le monde entier, est indigné avec juste raison contre les Bolo et consorts qui, pour de l'or, ont servi d'auxiliaires aux Boches contre nos soldats.

Mais que toutes les preuves soient donc bien éclatantes afin, qu'ensuite, la loi, l'inexorable loi de salubrité publique s'abatte sur les coupables qui ont failli à leur dignité de citoyen, qui ont trahi la patrie, ou sur ceux qui auraient, dans l'unique but de jeter le trouble dans le pays, porté de fausses et d'inqualifiables accusations.

Et c'est pourquoi, en attendant cette heure, nous avons confiance dans l'énergie, dans la probité, dans le patriotisme éclairé du gouvernement.

Morts au champ d'honneur

Parmi les vaillants tombés au champ d'honneur, nous relevons les noms suivants de nos compatriotes :

Henri Cagnac, de Saint-Cirq-Lapopie, au front depuis le début de la guerre, a été tué en Lorraine, le 12 décembre dernier. Un de ses frères et un de ses beaux-frères étaient déjà morts pour la France à la bataille de la Marne et son troisième frère se trouve sur la ligne de feu.

Gabriel Besse, d'Espère, tué le 8 septembre 1917.

Nous saluons la mémoire de ces regrettés compatriotes et nous adressons à leurs familles nos sincères condoléances.

Citation à l'ordre du jour

Notre compatriote Vayrac J.-Baptiste, de Lacandourcet, soldat au « d'infanterie, a été cité en ces termes, pour la seconde fois, à l'ordre du jour :

« Agent de liaison aussi brave que dévoué, a assuré son service dans les conditions les plus difficiles, notamment du 16 au 21 novembre 1917 et du 27 novembre au 10 décembre 1917, sous les tirs de barrage les plus violents. »

Nos félicitations à notre vaillant compatriote.

Enseignement primaire

Les instituteurs et les institutrices dont les noms suivent, sont promus à la 3^e classe :

MM. Cantarel, à Cardaillac; Rabier, à Blars; MM^{mes} Bédoué, à Flaujac; Garrigou, à St-Daunès; Gineste, à Biars; Tronche, à Bédoué.

Sont promus à la 4^e classe :

MM. Bonnassie, à Vaillac; Dilhac à Calviac; MM^{mes} Bozoul, à Pontcirq; Destal, à Planioles; Flaujac, à Belmont;

Rabier, à Blars; Réveillat, à Alviagnac. Nos félicitations.

Concession de mines

Par décret, en date du 10 janvier 1918, a été autorisée la cession de la concession des mines de houille de Cardaillac (Lot) consentie par M. Cayrol à M. Joseph Hill, industriel, demeurant à Sheffield (Angleterre) étant entendu que cette autorisation n'implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjudice de la valeur de la mine.

Chambre de Commerce de Cahors

Avis aux importateurs

En vertu des stipulations d'un arrangement conclu entre la France et la Suisse, le 29 décembre 1917, et faisant suite à l'accord provisoire du 29 septembre 1917, sont admissibles à l'importation en France, par dérogation aux prohibitions d'entrée et jusqu'à concurrence des contingents mensuels fixés à cet effet, les marchandises d'origine suisse dont la nomenclature est insérée au « Journal officiel » du 11 Janvier (page 483) avec toutes les conditions exigées et les formalités à remplir.

Tribunal correctionnel

Audience du 14 janvier

EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

Le Tribunal rend son jugement dans l'affaire d'exercice illégal de la médecine plaidée à une précédente audience par MM^{es} Lacaze et Besse, et dont nous avons rendu compte. Les deux prévenues sont acquittées.

VOL

La demoiselle B., poursuivie pour vol d'objets mobiliers commis à Cahors et déjà antérieurement condamnée pour le même délit est condamnée à 8 jours de prison.

Défenseur : M^e de Valon.

VOL DE LAINE

Une dame D. est accusée d'avoir soustrait de la laine à M. L. négociant à Montcuq. M^e Besse se porte partie civile au nom de M. L., M^e Lacaze défend la prévenue.

Jugement à huitaine.

Foire du 12 janvier 1918

La foire du 12 janvier n'a pas été importante.

Voici les cours :

Bœufs gras, de 70 à 75 fr. les 50 kilos; vaches, de 66 à 70 fr. les 50 kilos; bœufs de travail, de 1.200 à 1.350 fr. la paire; vaches, de 1.100 à 1.400 fr. la paire; Porcelets, de 50 à 120 fr. pièce selon gros-seur; moutons gras, 1 fr. 25, agneaux, 1 fr. 35 le 1/2 kilo; prébis d'élevage, de 50 à 80 fr. pièce.

Marehé. — Poulets 1,50, poules grasses 1,40; dindes, 1,45; lapins privés 1 fr. le 1/2 kilo.

(Eufs, 3,50 la douzaine.

Oies grasses, 3,75 le 1/2 kilo; canards, 3 fr. le 1/2 kilo.

A la Halle, ni blé, ni maïs, ni pommes de terre.

Lunan

Citation. — Nous sommes heureux d'apprendre la citation de M. Georges Masbou, adjudant au « de ligne, fils de nos si sympathiques instituteurs :

« Est cité à l'ordre du jour de la division; l'adjudant téléphoniste Georges Masbou. Gradé intelligent et brave. Blessé en septembre 1914. A fait preuve pendant l'attaque du 20 août 1917 d'un courage et d'un sang-froid remarquables; par son exemple personnel a contribué pour une large part à don-

ner à ses téléphonistes fallant et l'énergie qui leur ont permis de remplir leur mission.»

Notre jeune compatriote a été, à la suite de cette citation, décoré de la croix de guerre avec étoile d'argent.

Toutes nos plus vives félicitations.

REMERCIEMENTS

Monsieur Daniel RESCOUSSIE, chef de bureau à la Préfecture ; Madame Daniel RESCOUSSIE ; Monsieur Germain RESCOUSSIE, canonnier au 82^e régiment d'artillerie lourde et tous les autres parents, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie à l'occasion du deuil qui vient de les frapper, ainsi que celles qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

Madame veuve RESCOUSSIE
née JENTOU

On demande **Démarcheurs**, région de Cahors, au courant placements sérieux, très bonne tenue, références. Bonne situation offerte. Ecrire Société D. C. R. rue Nouvelle 5, Paris 9^e arrt.

NOS DEPÊCHES

COMMUNIQUÉ DU 14 JANV. (22L)

Activité de l'artillerie

Paris, 14 janvier, 23 h.

Assez grande activité des deux artilleries en quelques points du front de Champagne et sur la rive droite de la Meuse, notamment dans la région au nord de Louvemont, où nos batteries ont pris sous leur feu des rassemblements ennemis.

Aucune action d'infanterie.

Journée calme partout ailleurs.

SUR LE FRONT ANGLAIS

L'artillerie ennemie est active

Londres, 14 janvier, 22 h. 30.

A la suite d'un coup de main effectué ce matin sur un de nos postes, au sud d'Armentières, quelques-uns de nos hommes ont disparu.

Activité de l'artillerie allemande au cours de la journée dans la région de Saint-Julien et au sud-est d'Hargicourt.

COMMUNIQUÉ DU 15 JANV. (15 h.)

Actions d'artillerie violentes

Sur la rive droite de la Meuse, ACTIONS D'ARTILLERIE VIOLENTES, vers la fin de la nuit, sur le front Beaumont-Bois des Carières.

En Alsace, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme partout ailleurs.

Paris, 12 h.

L'ARRESTATION de CAILLAUX L'opinion en Italie

De Rome : L'arrestation de M. Caillaux a produit une grande sensation.

Le *Corriere d'Italia* dit que cet événement est destiné à avoir des répercussions en Italie.

L'*Idea Nazionale* dit que l'arrestation était prévue.

La crise allemande

Kuhlmann semble sacrifié

De Lausanne : Le départ de Kuhlmann semble se préciser. La lutte pour sa succession est plus particulièrement engagée entre Bulow et Bernstorff.

L'appétit des pangermanistes

De Genève : Suivant le *Vorwärts*, il se confirme que le parti militaire veut annexer une partie des provinces occidentales russes pour garantir les frontières de l'est et pour acquérir le bassin houiller polonais.

La Courlande et la Lithuanie étaient sacrifiées

De Berne : La *Deutsch Stimmen* prétend que les négociateurs russes avaient été avertis, tout d'abord, qu'il ne fallait pas songer à ce que la Courlande et la Lithuanie continuent à faire partie de la Russie.

Les Conférences de Berlin

De Lausanne : Tous les journaux allemands attachent la plus haute importance aux délibérations qui se poursuivent à Berlin. Ils croient qu'elles pourront avoir une influence décisive sur la durée de la guerre.

Suivant la *National Zeitung*, on suppose que les confédérés discutent d'abord le problème polonais.

La réponse du Chancelier

De Berne : On s'attend, demain, à une déclaration du chancelier en réponse aux discours de Lloyd George et Wilson.

L'Allemagne sera boycottée

De New-York : Les Chambres de commerce des Etats-Unis sont à la tête d'un mouvement national pour organiser le boycottage et la mise à l'index de l'Allemagne après la guerre, dans la plus grande partie du monde, si elle maintient sa forme actuelle de gouvernement.

La fermeture de la frontière Germano-Suisse

De Zurich : On annonce que la fermeture de la frontière germano-suisse serait prématurée.

Paris, 13 h. 48.

Conseil des Ministres Pour les combattants

Le Conseil a autorisé le dépôt d'un projet de loi améliorant considérablement la condition des mobilisés au front. D'après ce projet, l'indemnité, dite de combat, profitera désormais à tous les officiers ou hommes de troupes engagés *directement* dans la bataille. Elle sera portée de un à trois francs par jour. Elle sera pour un sixième payée en même temps que la solde ou le prêt et pour le surplus versée au péculé.

Un autre projet pour les militaires chargés de famille

Les ministres de la guerre et des finances sont également autorisés à préparer un projet ayant pour but de compenser équitablement les charges de famille des militaires aux armées, sans distinction d'origine ou de grade. Le projet assurera, en même temps, la révision des indemnités de cherté de vie ou allocations supplémentaires dans les mêmes conditions pour les combattants de l'armée active et ceux de complément.

La réquisition des laines

Le ministre du commerce a fait signer un décret imposant la déclaration des laines brutes, cardées, peignées, filées, etc. et autorisant la réquisition.

Dans la marine

Le capitaine de vaisseau Marguerye est promu contre-amiral et chargé des fonctions de commandant supérieur de la marine à Nantes.

Paris, 14 h. 51.

Sur le front anglais

Echec d'un fort coup de main ennemi

Un fort coup de main ennemi a été repoussé, hier matin, au nord-est d'Armentières.

Nous avons pénétré, cette nuit, dans les tranchées allemandes, au nord de Lens; lancé des grenades dans les abris et ramené des prisonniers et une mitrailleuse.

Rien à signaler sur le reste du front.

La crise allemande est toujours vive. Les pangermanistes et le parti militaire triomphent puisque le débarquement de Kuhlmann paraît décidé.

Cette décision ne pourra que fortifier les Alliés dans leur décision de combattre jusqu'au triomphe complet. Toute autre solution serait désastreuse pour la Civilisation.

Voulez-vous savoir ce que disent les pays neutres, de la guerre ?

Lisez « **La Tribune de Genève** » paraissant tous les jours. C'est le meilleur organe de la Suisse Française.

Prix dix centimes.

En vente à la librairie J. GIRMA, à Cahors.

Le propriétaire-gérant: A. COUESLANT